

SPECTACULARISATION ET DEMOCRATIE PATRIMONIALE : NOUVEAUX REGARDS

Appel à contributions pour la revue *Sociologie de l'Art-Opus*

Responsables :

Alain CHENEVEZ (*COSMOS* - EA *CIMEOS*)
Florent GAUDEZ (*ISA & P2C0* - UMR *Litt&Arts*)

Argumentaire :

Le patrimoine culturel est une notion qui a connu un engouement sans égal dans le champ de l'art et de la culture depuis plusieurs décennies (Desvallées, Mairesse, 2011). Le patrimoine, c'est l'idée d'un bien commun, matériel ou immatériel, signifiant une appartenance et une dépendance (Rautenberg, 2003/Tornatore, 2010). Issu de l'univers domestique et longtemps lié aux Monuments Historiques, il a connu une demande sociale exponentielle et des métamorphoses sémantiques significatives (Choay, 1992). La gestion d'un patrimoine public a engendré une politique de protection et de sauvegarde, délégué à des experts, des historiens et des conservateurs. Un univers de spécialistes qui possèdent un appareil juridique mais surtout un discours spécifique et des formes d'interventions pour désigner le patrimoine et s'en occuper (Heinich, 2009). Un champ professionnel qui compare les biens, désormais de la cathédrale à la petite cuillère selon la célèbre expression d'André Malraux et les hiérarchise selon des critères variant dans le temps, singularisant certains éléments de l'utilitaire et de la finitude. Un travail conservatoire qui crée une séparation entre l'ordinaire et des artefacts, culturels et/ou naturels, inaccessibles et indisponibles à la jouissance privée. Dans le sens commun, il y a du sacré et de la hiérarchie dans le patrimoine, il faudrait des *compétences* liées à la *culture lettrée* pour s'occuper des choix et de la valorisation du *commun*. Donc, des institutions, des discours savants construisent le patrimoine, distinguent ce qui est digne d'être mis en valeur, conservé, le cas échéant communiqué et/ou transmis (Davallon, 2007).

Avec l'Unesco, la rhétorique patrimoniale occidentale s'internationalise dans la deuxième partie du 20^{ème} siècle. L'objectif est de définir de nouvelles formes de biens communs à l'échelle de la planète sans renoncer nullement au rôle de l'expert. La compétence est réservée aux Etats et à leurs administrations pour désigner des sites d'une Valeur Universelle Exceptionnelle, selon des critères de sélection afin de singulariser chacun dans une dimension planétaire (Chenevez, Novello Paglianti, 2015).

Le patrimoine se transforme par l'intermédiaire du milieu international, mais aussi par l'implication d'autres *promoteurs*, associatifs, acteurs commerciaux ou touristiques. Nous assistons à une patrimonialisation tous azimuts. L'utilisation du mot patrimoine se démocratise, et le voilà parfois, cité librement bien au-delà des sentiers battus par l'administration (Saez, Glevarec, 2002). Des groupes militent, pour faire reconnaître leurs traces ou des espaces comme étant dignes de mériter la singularisation ou la protection. Ils en appellent aux professionnels par l'intermédiaire de conventions ou de labels, voire luttent contre eux pour imposer de nouvelles définitions plus pragmatiques. Ils créent une appartenance et une dépendance avec un objet, un site, une pratique, un espace, un territoire, un groupe, une économie (Melé, 2011). Nous assistons à des collaborations, mais aussi à des luttes et à des controverses entre des acteurs institutionnels et associatifs, mais aussi entre des individus qui demandent à être reconnus comme co-constructeurs de *biens communs*, faisant appel à des notions plus anthropologiques et plus participatives (Varine, 2002). Les sciences sociales ont souvent déconsidéré ces initiatives, perçues comme des abus mémoriels (Nora, 1984), de l'amateurisme, voire des « sentiments » de peur et/ou des

attitudes réactionnaires pour résister à une société cinétique, soulignant les ambiguïtés et même l'overdose patrimoniale (Bromberger, 2014). Nous pensons au contraire que ces expériences patrimoniales sont un fait social heuristique car elles permettent de comprendre la fabrication des *valeurs* qui singularisent nos environnements, esquissant des configurations relationnelles, éthiques et politiques. Le patrimoine révèle nos mythologies communicationnelles, il est souvent présenté dans le discours ordinaire comme « *innocent* » et/ou dépolitisé, or il est pétri d'enjeux socio-économiques.

Le constat s'impose, le sens et les usages du patrimoine sont en constante évolution. Il ne sert plus à construire les Etats Nations comme au 19ème siècle ni à inventer les symboles en portant à la mémoire de tous ce qu'il est légitime de conserver. Il est devenu un objet de communication, à l'instar du développement de l'évènementiel culturel et artistique dans l'espace public, parce qu'utile à l'attractivité économique, touristique et à la qualification des espaces sociaux. Serions-nous ainsi dans un régime de patrimonialité lié principalement à la consommation, matérialisé par la spectacularisation croissante du patrimoine pour l'enchantement des espaces urbains (Winkin, 2002) ?

Autre hypothèse en résonance, la diffusion du relativisme des valeurs, portée par la mondialisation économique, les phénomènes de migration et la remise en question des hiérarchies culturelles occidentales. Elle permet l'émergence de groupes, d'associations, d'individus, qui présentent leurs espaces, culturels et/ou naturels, leurs traces, matérielles ou immatérielles, leur formes de transmission, comme du patrimoine à revendiquer, le cas échéant à transmettre. Assistons-nous à l'émergence de causes patrimoniales multiples dans une société plus mondiale car plus *connectée* mais plus fragmentée ? Sommes-nous devant des biens communs faisant appel à la *démocratie patrimoniale* ? C'est-à-dire ne plus avoir simplement pour but de récompenser le monumental et l'exceptionnel, mais de distinguer l'immatériel et le subjectif portés par des communautés (Bortolotto, 2011), qui concurrencent parfois les discours savants. Plus encore, pouvons-nous y déceler une transformation du champ du civisme et des valeurs du bien commun (Hertz, 2002) ? Sommes-nous aux prémises d'un retrait d'autorité de l'Etat au profit de conceptions plus locales, comme le montreraient actuellement les transformations législatives en France ? Peut-on parler de démocratie « réelle » pour décider collectivement des destinées de nos environnements, de nos dépendances et nos appartenances ? Les *valeurs* du patrimoine se trouvent-elles ainsi modifiées, voire à terme remises en causes ?

Ce numéro cherchera à comprendre comment se construit, dans une perspective sociologique et communicationnelle, le patrimoine et quels sont les liens avec l'esthétique, l'art et l'émotion. Peut-on trouver des phénomènes croisés, des consonances ou dissonances avec les mondes de l'art (Becker, 1988). Nous souhaitons aborder la plasticité du patrimoine dans le temps et dans l'espace, interroger les transformations symboliques et réelles induites notamment par la notion d'immatérialité, de diversité culturelle et de participation des habitants par exemple. Cela pose la question de la multiplicité des acteurs et agents du patrimoine. Qui fait patrimoine aujourd'hui ? Quelles sont les chaînes de collaboration d'acteurs, mais aussi les conflits d'interprétation, les critiques et controverses, les procédés de construction, les formules développées, les sphères d'influence, les outils de communication et de médiation nécessaires. Il s'agira d'interroger le patrimoine comme un processus de co-construction d'acteurs institutionnels ou non, avec ses hybridations, ses inégalités, ses métissages, ses connexions et ses dynamiques inter-culturelles.

Sommes-nous dans une extension sans fin de la désignation du legs patrimonial, accompagnant un consumérisme triomphant à l'échelle planétaire ? Au contraire, assistons-nous à des formes de réappropriation locale et/ou au début d'une perspective post-patrimoniale ?

Bibliographie sélective

- APPADURAI Arjun, *Après le colonialisme : Les conséquences culturelles de la globalisation*, Payot, 2005.
- BECKER Howard S., *Les Mondes de l'Art*, Paris, Flammarion, 1988.
- BOLTANSKI Luc, Chiapello Ève, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.
- BORTOLOTTI Chiara (ed.), *Le Patrimoine culturel immatériel. Enjeux d'une nouvelle catégorie*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2011.
- BROMBERGER Christian « Le patrimoine immatériel entre ambiguïtés et overdose », *L'Homme*, 209, p. 143-151. 2014.
- CHAUMIER Serge, *Des musées en quête d'identité. Ecomusée-Technomusée*. Collection Nouvelles Etudes Anthropologiques, L'Harmattan, 2003.
- CHAUMIER Serge, MAIRESSE François, *La médiation culturelle*, Paris, Armand Colin, 2013.
- CHENEVEZ Alain, Novello-Paglianti Nanta, *L'invention de la Valeur Universelle Exceptionnelle*, L'Harmattan, Paris, 2015.
- CHOAY Françoise, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Seuil, 1992.
- DAVALLON Jean, *Le Don du patrimoine : Une approche communicationnelle de la patrimonialisation*. In: *Culture & Musées*, n°9, pp. 169-171, 2007.
- FABIANI, Jean-Louis, *Comment rendre Charles Maurras provençalement correct ?* A. Bensa et D. Fabre (dir), *Une histoire à soi*, Paris, Editions de la MSH, p. 197-225, 2001.
- GAUDEZ Florent, *Figures de l'Altérité*. Autour de Jean-Olivier Majastre, L'Harmattan, Gaudez, F. (dir.) 321 p., Coll. « SocioAnthropo-Logiques », Paris, 2010.
- GOB André, *Le musée, une institution dépassée ?* Armand Colin, Paris, 2010.
- GRAVARI-BARBAS Maria, FAGNONI Edith, 2015, *Nouveaux musées, nouvelles ères urbaines, nouvelles pratiques touristiques*, Presses Universitaires de Laval, 2015.
- HEINICH Nathalie, *La Fabrique du patrimoine. De la cathédrale à la petite cuillère*, Paris, éditions de la MSH, 2009.
- HERTZ Ellen, « Le Matrimoine », dans le Musée Cannibale, Musée d'ethnographie de Neuchâtel, GHK, 2002.
- LEENHARDT Jacques, *Villette-Amazone. Manifeste pour l'environnement au XXI^e siècle*, (avec Bettina Laville), Actes Sud-Comité 21, coll. « Babel », 1996.
- MAIRESSE François, DESVALLÉES, André, *Dictionnaire encyclopédique de muséologie*, Armand Colin, 2011.
- MAJASTRE Jean-Olivier, *Approche anthropologique de la représentation*, L'Harmattan, 1999.
- MELÉ Patrice, *Transactions territoriales, Patrimoine, environnement et actions collectives au Mexique*, Tours, PUFR, 2011.
- MONJARET Anne et ROUSTAN Mélanie, « Digestion patrimoniale », *Civilisations*, 61-1, 23-42, 2012.
- NORA Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire*, Tome I, *La république*, Paris, Gallimard, Bibliothèque illustrée des histoires, 1984.
- POIRRIER Philippe, *Pour une histoire des politiques culturelles dans le monde, 1945-2011*, Paris, La Documentation française, 2011.
- RAUTENBERG Michel, *La rupture patrimoniale*, A la Croisée, 2003.
- SAEZ Guy Saez, GLEVAREC Hervé, *Le patrimoine saisi par les associations*, Ed. La Documentation Française, Coll. "Questions de culture", 2002.
- VARINE Hugues de., *Les racines du futur*, Développement local et patrimoine, Asdic, 2002.
- VESCHAMBRE Vincent, 2008, *Traces et mémoires urbaines, enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition* Presses universitaires de Rennes, 2008.
- TORNATORE Jean-Louis, « L'esprit de patrimoine », *Terrain*, n° 55, pp. 106-127, 2010.
- WINKIN Yves, « Propositions pour une anthropologie de l'enchantement. Triki, Fathi ». *Unité-diversité : les identités culturelles dans le jeu de la mondialisation*, L'Harmattan, pp.169-179, Logiques sociales, 2002.

2/ Calendrier et modalités pratiques :

- Date limite pour l'envoi des articles : 15 avril 2016
- Date de réponse aux auteurs : 30 mai 2016
- Délai de réécriture en cas de demande par les évaluateurs : 30 juillet 2016
- Nombre de signes maximum : 20 000
- **Contacts : Alain.Chenevez@u-bourgogne.fr & Florent.Gaudez@univ-grenoble-alpes.fr**

En début d'article n'oubliez pas d'indiquer :

- Prénom Nom – Statut, lieu d'exercice (laboratoire et/ou université), ville, pays, mail.
- Titre de votre article
- Résumé (10 lignes maximum) en français
- Mots clés (5 à 10 maximum) en français

Si votre article est accepté pour publication il faudra ajouter :

- Résumé (10 lignes maximum) en anglais et en espagnol
- Mots clés (5 à 10 maximum) en anglais et en espagnol
- Titre en anglais et en espagnol
- Consignes de présentation :
<https://sociologieart.wordpress.com/procedures-de-soumission/>

Comité scientifique :

Howard Becker, Serge Chaumier, Alain Chenevez, Jean-Louis Fabiani, Florent Gaudez, André Gob, Jacques Leenhardt, François Mairesse, Anne Montjaret, Bruno Péquignot, Yves Winkin.

Contact concernant la revue :

- **Cécile Prévost-Thomas, rédactrice en chef :** cecile.prevost-thomas@univ-paris3.fr
- **Site :** <https://sociologieart.wordpress.com/>